



8 MARS 2024 : DANS L'EURE, APPEL INTERSYNDICAL À LA GRÈVE POUR LES DROITS DES FEMMES

Communiqué commun de l'intersyndicale de l'Eure

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO, FSU et Solidaires de l'Eure appellent les salariés à se mettre en grève vendredi 8 mars 2024 pour protester contre les inerties gouvernementale et patronale face à la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes.

Alors que le rapport du Haut Conseil à l'Égalité sur le sexisme alerte sur un risque de régression des droits des femmes, ce 8 mars 2024 doit être l'occasion de rappeler que **l'égalité entre les femmes et les hommes est un principe constitutionnel** qui doit se concrétiser, dans la vie de tous les jours et dans le monde du travail.

Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

Si la lutte pour les droits des femmes occupe un large terrain de combat et de revendications tout au long de l'année, **le 8 mars reste un temps fort. L'intersyndicale CFDT, CGT, FO, FSU, Solidaires de l'Eure appelle les femmes et les hommes, salarié·e-s, privé·e-s d'emploi, jeunes, retraité·e-s, à se mobiliser le 8 mars 2024** afin d'obtenir des changements profonds et instaurer partout l'égalité femmes/hommes.

Exigeons l'égalité femmes/hommes au travail

« *Tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes* » Cette loi française de décembre 1972, et celles qui ont suivi, ne sont pas pleinement respectées et n'ont toujours pas permis d'atteindre l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.

► En 2024, l'écart moyen est encore de 24% dans le secteur privé et de 14% dans les fonctions publiques. Plus diplômées que les hommes, les femmes sont pourtant moins nombreuses sur les postes cadres : 39 % dans le privé, 43 % A+ dans la FP.

► En France, 70% des personnes précaires sont des femmes. 80% des temps partiels (en grande majorité imposés ou contraints) sont occupés par

des femmes, soit 28,5% des femmes contre 11% des hommes.

► La retraite des femmes est en moyenne inférieure de 40% à celles des hommes.

► Les femmes gèrent très majoritairement les tâches domestiques et l'éducation. Assignées à leur rôle de mère, elles occupent 80 % des emplois à temps partiel et 95 % des congés parentaux. Le poids de la parentalité, incluant la double journée et la charge mentale, pénalise exclusivement la carrière des mères, accentuant encore les inégalités salariales.

► L'orientation dans les études demeure toujours trop genrée.

► Le taux de formation pour les femmes diminue progressivement en fonction du nombre de naissances d'enfants.

► Les femmes sans-papiers sont confrontées à la surexploitation et aux discriminations.

► **Le rôle des femmes dans la société est fondamental : quand les femmes s'arrêtent, tout s'arrête !**

Du travail et des salaires décents !

L'injustice de la dévalorisation et des bas salaires perdure dans les métiers féminisés. Et désormais l'inflation dégrade un peu plus les conditions de vie.

Les femmes représentent 58% des personnes payées au SMIC et 70% des bénéficiaires des banques alimentaires. Plus de 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. 300 000 personnes dont 3 000 enfants vivent dans la rue. Certaines en meurent.

Exigeons la hausse des salaires, la revalorisation des minimas sociaux et des retraites, la construction massive de logements sociaux.

Des services publics au service de nos besoins

L'idéologie libérale vise à casser et à privatiser les services publics : hôpital, école, EHPAD, logement. Ce sont les femmes qui compensent cette carence auprès des enfants comme des plus âgés ou des

malades, au détriment de leur carrière, de leur autonomie financière, de leur santé.

« Notre corps nous appartient »

Le droit à l'avortement est un droit fondamental. Nous réclamons la réouverture de tous les centres d'interruption volontaires de grossesse fermés. Les femmes doivent pouvoir faire leurs choix de vie, et vivre librement leur orientation sexuelle. Pour le droit à choisir d'avoir un enfant ou pas : l'avortement est menacé de par le monde, et en dégradant les services publics, en publiant un décret contraignant pour les sage-femmes qui veulent pratiquer des IVG instrumentales, ce gouvernement limite de fait l'accès à l'IVG. Le gouvernement doit prendre à bras le corps la question du manque de crèches !

Handicapées, elles subissent toutes les violences. Elles sont privées de leurs droits à l'autonomie, à l'éducation, à l'emploi, aux soins, et à la procréation. Elles veulent leur indépendance économique, l'accessibilité universelle à l'ensemble de l'espace public et à tous les lieux et bâtiments.

Stop aux violences sexistes et sexuelles

En matière de Violences Sexistes et Sexuelles dans le monde du travail, 30% des salariées ont déjà été harcelées ou agressées sexuellement sur leur lieu de travail et 70 % de ces victimes de violences au travail déclarent n'en avoir jamais parlé à leur employeur.

Dans leur vie, 89% des femmes auront à subir du harcèlement de rue, **des milliers chaque année à subir des viols ou des agressions sexuelles, des centaines à risquer la mort par violences conjugales.**

Nous revendiquons :

- **L'égalité salariale maintenant ; la revalorisation salariale des métiers féminisés ; la fin des temps partiels imposés ou contraints.**
- **La vraie prise en compte de l'égalité dans l'éducation et la formation.**
- **L'égalité dans la prise en charge des tâches domestiques ; le renforcement des services publics de la petite enfance et du grand âge.**
- **Des services publics de qualité.**
- **Le respect des droits acquis.**
- **L'abrogation de la réforme Macron des retraites, des lois pénalisant les chômeurs-euses et les bénéficiaires du RSA.**

VENDREDI 8 MARS 2024, toutes et tous en grève et dans la rue !

**RASSEMBLEMENT À PARTIR DE 14h00 PLACE DE LA MAIRIE
À ÉVREUX AVEC PRISES DE PAROLE,
PUIS DÉPART EN MANIF VERS LA PRÉFECTURE**

L'impunité persiste, et seulement 1% des viols sont condamnés. Les violences obstétricales et gynécologiques sont systémiques et impunies. 9% des femmes se disent victimes de brutalités dans le soin selon le Haut Conseil à l'Égalité. Ce dernier insiste sur la persistance du sexisme chez les plus jeunes.

Réclamons des moyens pour lutter contre les violences, l'application des lois existantes, le vote d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, des enfants et des minorités de genre.

Éduquer à l'égalité, un enjeu majeur

L'éducation non sexiste, la lutte contre les stéréotypes dans les manuels scolaires, contre le cyberharcèlement doivent être enfin effectives ! Une éducation à l'égalité doit permettre aux enfants de comprendre les mécanismes de domination s'exerçant dans notre société.

Solidarité avec les femmes du monde entier !

Dans les pays les plus pauvres, seulement 2% des filles terminent l'enseignement secondaire.

Le 8 mars, nous serons en grève en solidarité avec toutes les femmes confrontées aux guerres qui sévissent dans le monde, avec celles qui font face à des bombardements massifs, à l'exode, sont victimes de viols de guerre, peinent à nourrir leur famille et elles-mêmes. Nous serons en grève en solidarité avec les femmes opprimées comme en Afghanistan et en Iran.

Lutter toutes et tous ensemble pour bâtir un monde libéré de toutes les oppressions et des violences patriarcales et racistes.